Deuxième Année. — Numéro 138. CINQ CENTIMES *Dimanche 17 Mai 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT LES ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont
A LILLE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 15 mai.

Les ministres se sont réunis ce matin au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Méline. Le Conseil s'est entretenu des affaires courantes. Le président du Conseil a fait connaître son intention de rattacher la commission de décentralisation à la présidence du Conseil et de rouvrir ses travaux.

LA RENTRÉE DES CHAMBRES

Le Conseil a commencé l'examen des projets de loi dont la discussion pourra être demandée aux Chambres à la reprise de leur session.

L'INCENDIE DE L'« AMIRAL-DUPERRÉ »

Le ministre de la marine a avisé le Conseil d'un commencement d'incendie qui s'est déclaré dans une soute du cuirassé « L'Amiral-Duperré ». Une gargousse de poudre s'est enflammée et a pu sans causer avarie. L'amiral commandant en chef l'escadre de réserve a procédé à une enquête très sérieuse.

L'ACCIDENT DE CHEMIN DE FER D'ALBERT

Le ministre des travaux publics a fait part des résultats de l'enquête sommaire ouverte sur l'accident du chemin de fer d'Albert. Le ministre a invité les compagnies de chemins de fer à le renseigner d'urgence sur les conditions de recrutement des chefs de gare et des mécaniciens et sur la durée des heures de travail.

ÉCOLE D'AIX

Enfin, le ministre du commerce a entretenu le Conseil du licenciement des deux premières divisions de l'Ecole des Arts et Métiers d'Aix, et des mesures arrêtées pour assurer la reprise des études.

UNE COLLISION EN GARE

Paris, 15 mai.

Un train de marchandises, parti de la gare du Nord, hier soir à dix heures, a été pris en écharpe à la hauteur du Pont-Saint-Ange par un convoi de wagons refoulés sur une voie de garage. Il n'y a eu heureusement aucun accident de personnes.

Le service des trains-tramways est de ceinture a été suspendu jusqu'à ce matin.

CHEZ LES MATABELES

Londres, 15 mai.

Une dépêche de Movine (via Gweloidonne des détails sur la rencontre qui a eu lieu entre les Anglais et les indigènes.

La colonne anglaise était commandée par le lieutenant colonel Beale. Quelques Matabélès se trouvaient dans le village de Movine. Les Anglais, arrivant brusquement, ouvrirent contre ces individus un feu d'enfer. Immédiatement les « rebelles » s'enfuirent. Se lançant à leur poursuite, le lieutenant-colonel Beale les massacra presque tous.

Après quoi, on brûla le village de Movine, ainsi que les autres villages environnants, sans épargner les provisions de grains.

Le lendemain, nouvelle expédition qui s'est terminée par l'incendie de dix villages.

Les Anglais ont accompli ces différents faits d'armes sans avoir un seul homme blessé.

La dépêche ajoute que les indigènes sont complètement terrorisés. On n'en doute pas !

L'EXPEDITION DE DONGOLA

Londres, 15 mai.

D'après le correspondant du *Daily News* au Caire, le Pape s'intéresserait beaucoup à l'expédition de Dongola, car il espère qu'après l'amoindrissement du pouvoir du mahdi, les anciennes missions du Haut-Nil pourraient recommencer leur apostolat.

Vieux farceur, va !

UN PROJET DE CANAL

Londres, 15 mai.

Une dépêche de Moscou au *Daily News* annonce que M. Flourens a soumis au conseil d'Etat russe un projet de canal entre la mer Noire et la Baltique.

LES ANGLAIS A MADAGASCAR

Londres, 15 mai.

A la Chambre des communes, M. Curzon, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dit que des représentations formelles ont été faites au gouvernement français relativement aux droits accordés par des traités aux Anglais, à Madagascar, et qu'aucune réponse n'a encore été reçue.

LE SHAH DE PERSE

Constantinople, 15 mai.

On annonce que le gouvernement ottoman a décidé de livrer le cheikh Djemal Eddin à la Perse, l'Angleterre, sur l'insistance de la Porte, lui ayant retiré sa protection.

L'assassin du shah aurait révélé que le complot fut tramé dans la maison de Djemal Eddin, et que le sort le désigna parmi les conjurés pour tuer le shah.

Djemal Eddin est gardé à vue par la police.

LES ITALIENS EN AFRIQUE

Rome, 15 mai.

On mande de Massaouah à la date d'aujourd'hui :

« Le ras Mangascia se trouve avec 6,000 hommes à Addi-Andal. Il continue à battre le Chiteta, mais sans résultat appréciable. Le ras Aloula, qui a pris position avec 2000 hommes près d'Adoua, lui a conseillé de ne pas accepter le combat. Le ras Sebath et Agostafari sont au nord d'Adigrat. Un certain nombre de chefs recommencent à nous offrir leurs services.

» Ménélick avait promis d'envoyer des vivres dans le Tigre, mais les provinces qui devaient les fournir n'obéissent pas à ses ordres, bien que notre service de ravitaillement se soit amélioré, il présente toujours des difficultés.

LA CATASTROPHE D'ADELIA

Alger, 15 mai.

On assure, mais cette affirmation ne peut être encore acceptée que sous toutes réserves, que d'après une déposition qui sera vraisemblablement livrée à l'enquête, le mécanicien et le chauffeur du train militaire aperçevant les fanaux du train 7 auraient sauté sur la voie sans renverser la vapeur. La distance qui séparait les deux trains aurait été d'environ 700 mètres.

POURSUITE CONTRE CRISPI

Rome, 15 mai.

Lundi prochain, la Chambre discutera l'interpellation de M. Cavallotti sur la procédure pénale introduite contre M. Crispi à la suite des plaintes qu'il a déposées contre l'ex-président du Conseil.

Le garde des sceaux déclarera que tout le dossier sera soumis à la Chambre, qui restera seule maîtresse de sa décision.

TUEE PAR SON PERE

Morlaix, 15 mai.

Le parquet vient de partir pour Lorquenole, canton de Taule, à six kilomètres de Morlaix, pour constater le décès de la nommée Marie Guillon, âgée de dix-neuf ans, demeurant avec ses parents.

Cette jeune fille, qui était en état d'ivresse, a reçu de son père trois ou quatre coups de sabots dans le côté.

Elle est morte presque immédiatement. Le père a été mis en état d'arrestation.

MONNAIES INTERNATIONALES

Washington, 15 mai.

La commission des mesures, poids et monnaies de la Chambre des représentants, approuve, à l'unanimité, une proposition tendant à demander à M. Cleveland de « presser toutes les puissances commerçantes au sujet de la mise en vigueur d'un système international de monnaie d'or et d'argent.

MORT DE M. ROUSSELLE

Paris, 15 mai.

M. Rousselle, président de l'ancien conseil municipal de Paris est mort ce matin vendredi, vers dix heures.

M. Rousselle était malade depuis quelques jours. Jeudi soir, son état empirant, ses amis perdirent tout espoir.

Il était né en 1836 à Nangis (Seine-et-Marne). Après avoir fait de la politique à Bordeaux, il vint à Paris où il combattit le ministère du Seize-Mai.

En 1881, il fut élu pour la première fois conseiller municipal et depuis lors constamment réélu.

Il avait été réélu le 3 courant, conseiller municipal du quartier de la Maison-Blanche, au premier tour de scrutin par 3,595 sur 6,311 votants.

Membre du Conseil général il s'occupa particulièrement des aliénés et des enfants assistés, et fut un des ardents défenseurs du citoyen Robin, ex-directeur de l'orphelinat de Ch[illegible].

Ses obsèques seront faites probablement aux frais de la ville de Paris.

BULLETIN DU JOUR

MODESTE MÉLINE

M. le président du Conseil a été, paraît-il, Poitiers, avant-hier soir, d'une ovation enthousiaste, comme M. Bourgeois n'en a pas connu. Toute une soirée durant la foule emprisonnée et délirante a couvert ses yeux le grand ministre et salue de bravos les moindres propos qui tombaient de ses lèvres.

Voilà, certes, un homme populaire.

Mais, dira-t-on, la nature est bien sympathique, demanderont les auditeurs.

Aux salons Corazza, au banquet annuel de l'Association vosgienne.

A l'instar de Dupuy, son prédécesseur, Méline adore en effet s'épancher en famille. L'un ne parle bien que devant un public d'Auvergnats, il faut à l'autre un auditoire de Vosgiens pour révéler le fond de sa pensée et les secrets de sa politique.

Oh ! combien modeste ce homme ! Déjà le pouvoir lui pèse. C'est que toujours, c'est lui qui le raconte, il a envisagé la chose du côté du sacrifice du devoir à remplir, des services à rendre. Après la crise que venaient de traverser la rente et le panamisme, la France sentait le besoin d'un bon citoyen qui rassurât tous les intérêts respectables. N'avait-il moyen pour Méline de se dérober ? Non. Il a cru présent, que diable ! on est l'homme du devoir ou on ne l'est point.

Faut-il ajouter que Méline s'est déclaré tenace comme feu Ferry ? Faut-il ajouter qu'il s'est déclaré pacifique, aussi comme feu Ferry sans doute et ne rêve que la réconciliation de tous les parlementaires de bonne volonté sur un terrain d'union, de travail et de progrès fécond.

Et voilà ce que le *Temps* appelle une manifestation ministérielle de haute portée.

Vous aussi, confrère, vous devenez trop modeste.

Ah ! ce n'est point pour parler en des agapes vosgiennes que M. Méline est premier ministre. Si le nouveau chef du cabinet a l'intention de faire le public juge de sa politique, qu'il essaie donc d'un petit voyage dans une région quelconque de la France. Nous verrons bien alors de quelle nature sera l'ovation.

PLUS DE POLITIQUE

Quand l'avenir aura à se prononcer sur les hommes et les choses de cette époque, il portera un jugement sévère sur le rôle joué par les classes dirigeantes françaises au dix-neuvième siècle.

Il n'y a certainement pas de pays où règne, comme en France, un égoïsme de classes aussi indifférent aux intérêts nationaux, une hostilité aussi implacable contre toute tentative de novation, tout effort de progrès, d'amélioration politique et sociale.

Voici plus de cinquante ans que l'idéal de la bourgeoisie française fut formulé dans une proposition célèbre. A une jeunesse ardente, inquiète des douloureux problèmes qui troublent la conscience de la civilisation occidentale, Guizot criait : — Enrichissez-vous ! C'et idéal est resté le même. Il ne s'est ni modifié, ni ennobli au bout d'un demi-siècle d'expérience désastreuse, de navrante pratique de la fameuse formule dans laquelle le ministre de la monarchie de Juillet indiquait le dérivatif aux préoccupations ardentes de son époque.

On n'ose pas inscrire dans les programmes modérés et conservateurs la cynique, mais loyale devise de Guizot. On la délaie dans des phrases banales : on réclame le « calme » on proteste contre l'« agitation stérile des partis ». Au fond, le but et la pensée sont restés identiques. Quand on veut substituer une « politique d'affaires » aux « discussions irritantes », cela signifie que le pays doit se désintéresser de la solution des problèmes urgents, des questions générales qui passionnent les cœurs généreux, et renoncer à tout changement, à tout progrès.

Plus de politique, des affaires ! Ainsi se résume la plateforme bourgeoise de notre temps. Le *Temps* et les *Débats* en ont fait le mot d'ordre des élections municipales, d'accord pour populariser la nouvelle formule avec les débris des partis monarchiques, qui savent à quoi s'en tenir sur l'application de ce système gouvernemental.

C'est pour échapper à la politique qu'au 2 décembre les classes dirigeantes françaises renoncèrent à la liberté, acceptèrent l'égide du despotisme, à l'abri duquel elles purent faire des « affaires ». On sait où nous conduisit cette abdication.

A peine la France, réveillée par le canon de l'invasion, sortait-elle de sa torpeur qu'on parvint à l'y replonger de nouveau, quand les hommes d'« affaires » se coalisèrent, d'un bout du territoire à l'autre, pour mettre fin à l'agitation révolutionnaire des patriotes, unanimes à repousser toute proposition de paix qui ne sauvegarderait pas l'intégrité du pays. C'est encore d'une « reprise des affaires », suspendues par l'héroïque et indomptable résistance de l'Université que la France de 1870-71 laissa sans ressources le gouvernement de la Défense nationale.

Chaque fois que les hommes de proie ont médité un coup contre la prospérité de la patrie, chaque fois qu'un renouveau populaire a menacé de délivrer le pays des parasites sociaux qui le rongent, nous avons entendu le même refrain : « La politique est ce qui nous divise le plus. »

« Le pays pense à ses affaires, les électeurs à leurs intérêts de clocher. Ainsi s'exprime le *Temps* pour juger l'ensemble des élections municipales, au sujet desquelles il conteste qu'elles aient donné lieu à une imposante manifestation.

Certes, le pays pense à ses affaires, à sa prospérité économique ruinée par la direction lamentable imprimée à la marche de la politique générale ; il pense aux finances gaspillées, à la fortune publique mise en coupe réglée par une organisation financière qui le livre pieds et poings liés aux déprédateurs véreux de toute nuance et de toute nationalité.

Mais contrairement, à ce qu'affirme le *Temps*, les électeurs voient, et c'est fort heureux, par delà l'horizon de leur clocher. Ils commencent à comprendre que les intérêts sont solidaires, que si les contribuables ne sauraient espérer aucune amélioration nationale tant que le pays continuera à être administré par une catégorie d'individus dont l'unique souci est de se soustraire aux charges communes, de s'affranchir de toute règle, de toute contrainte légale le joug qui pèse sur la généralité des citoyens sera plus fortement rivé encore s'ils abandondent les intérêts communaux à ceux qui gèrent si onéreusement les intérêts nationaux.

Ils ont si bien compris cela que, partout où le suffrage universel peut s'exprimer librement et utilement, c'est-à-dire dans les groupes de population importants, les hommes « d'affaires », comme s'intitulent maintenant et légitimement les candidats du *Temps*, ont subi des échecs graves.

Le journal de M. Hébrard a donc raison d'avouer que « les élections municipales auraient pu être meilleures pour *sa* république. » Le corps électoral n'a pas voulu abdiquer, renoncer à exprimer clairement sa pensée, et on aura beau l'inviter à ne pas « faire de politique », il en fera contre les donneurs de conseils.

Il n'en était pas moins utile, croyons-nous, de constater une fois de plus le désideratum secret qui est au fond du cœur des représentants autorisés des classes possédantes : plonger le pays dans la torpeur : prévenir la formation de ces grands courants qui, dans les nations libres comme l'Angleterre et les Etats-Unis, déterminent les progrès féconds et durables ; rétablir, en régime du suffrage universel, la prépondérance exclusive des censitaires de jadis, afin de pouvoir tripoter, faire des affaires, tel est toujours l'idéal qui anime la bourgeoisie française.

Idéal funeste, car les peuples qui ne font pas de politique, qui abdiquent, paient chèrement tôt ou tard, la minute d'oubli et d'indifférence. La France a payé de deux provinces le sommeil populaire qui a suivi le Deux Décembre. Puisse-t-elle ne plus retomber dans la faute où s'efforcent de la précipiter les dirigeants de notre temps, dignes héritiers de ceux de 1851 et de 1871 !

Gustave ROUANET,
Député de la Seine.

Le Socialisme en Angleterre

(Bon correspondant)

Londres, 15 mai.

Quelques journaux anglais signalent la tentative suivante de propagande socialiste dans les campagnes anglaises :

Depuis une quinzaine de jours, une caravane de dames socialistes d'Angleterre, sous la conduite de miss Caroline Martyn, membre du conseil administratif du Parti ouvrier indépendant, et de miss Amy Morrant, membre du comité de la Fédération sociale démocratique, a entrepris de faire le tour des districts ruraux du pays, dans le but de faire de la propagande socialiste parmi les paysans.

La caravane se compose de plusieurs voitures, ornées de draperies rouges et couvertes d'inscriptions, dans lesquelles les voyageuses, au nombre de trente, mangent et dorment vivent, en un mot, à l'instar des bohémiens ambulants. Elles vont de village en village, expliquant aux habitants et aux ouvriers des campagnes les doctrines socialistes et répandant à profusion les pamphlets et des feuilles volantes (leaflets) où leurs idées sont exposées de façon simple et claire. La caravane socialiste ne rentrera à Londres qu'à l'entrée de l'hiver.

LE DROIT D'INTERPELLATION

C'était à prévoir ; la coalition opportuno-réactionnaire s'étant de nouveau emparée du pouvoir dans les conditions inconstitutionnelles que l'on sait, voilà que les journaux de cette coalition recommencent leur campagne contre le droit d'interpellation.

Un journal ami du ministère, le *Figaro*, qui soutient le cabinet Méline comme autrefois il soutenait le cabinet du Seize-Mai, nous apprend que le gouvernement se préoccupe de réformer nos mœurs parlementaires en ce qui concerne les discussions à la Chambre.

D'après le journal officieux, M. Méline a constaté que la Chambre consacre beaucoup trop de temps aux discussions irritantes qui empêchent tout travail et ajournent les plus nécessaires réformes. En conséquence, il a décidé, à ce que nous apprend le même journal, que le cabinet « ne se prêterait pas aux débats interminables et n'opposerait aux *déclamations* qu'une réponse courte et précise. »

La constatation faite par M. Méline en ce qui touche le temps consacré par la Chambre aux discussions irritantes, est absolument exacte. Il est bien certain, en effet, que si l'on se reporte aux deux derniers mois surtout du ministère Bourgeois, la Chambre a perdu un temps précieux dans les débats provoqués par les incessantes interpellations que les amis de M. Méline ont adressé à ce ministère.

Sur ce point les constatations de M. Méline sont absolument conformes à la vérité ; il est toutefois fâcheux qu'elles se soient produites si tard et que M. Méline ait attendu son avènement au pouvoir pour remarquer les inconvénients qui résultent des discussions passionnées et irritantes poursuivies chaque jour contre un ministère.

Les mesures qu'il compterait prendre aujourd'hui pour remédier à ces inconvénients seraient infiniment plus autorisées si, au lieu de s'associer aux excès de ses amis, quand il était dans l'opposition, il s'était efforcé de les réprimer afin de substituer aux luttes oratoires la régularité, la méthode qu'il déclare vouloir apporter aujourd'hui dans l'étude des réformes figurant à l'ordre du jour du Parlement.

Il convient, toutefois, de remarquer que, pour tardives qu'elles soient, les résolutions du cabinet Méline à cet égard lui sont imposées par sa situation même.

Ce cabinet a pris le pouvoir et l'exerce dans des conditions telles, qu'il lui est impossible de les justifier devant la Chambre du suffrage universel. Toute discussion sur ce point lui serait fatale ; aussi comprend-on qu'il soit dès maintenant résolu à y couper court en s'attachant à n'opposer que des réponses brèves, aussi brèves que possible, aux interpellations qui ne peuvent manquer de lui être adressées.

La question est de savoir si la Chambre se contentera de ces brèves réponses, et si elle permettra au Cabinet choisi dans la minorité de se renfermer dans le silence de Conrart.

Nous ne le croyons pas quant à nous, et la Chambre aura d'autant plus le devoir de se livrer à ces discussions que le programme du Cabinet est assez vide de réformes pour lui en laisser tout le temps.

L'INSURRECTION CUBAINE

(De notre correspondant)

Madrid, 15 mai.

Sur les mouvements des deux armées ennemis à Cuba, nous recevons de source sûre les renseignements suivants :

Le général espagnol Munoz, voulant empêcher Calixto Garcia de se diriger vers l'occident, avait fait passer en bateau, le Canto, une partie de ses troupes. Il comptait ainsi arrêter la marche des insurgés et les rejeter sur Manzanillo, ou ils auraient été pris entre deux feux.

Calixto Garcia, *ayant opéré sa jonction* avec Rabi et Rodriguez, attaqua Munos à Zanjas et le mit en complète déroute, lui tuant deux cents hommes. Quinze cents blessés espagnols furent, en outre, ramenés à Manzanillo. Si les bateaux n'eussent été là, c'en était fait complètement de la colonne Munoz.

Les Espagnols se battent vaillamment, mais ils ont la double infériorité d'avoir en face d'eux des hommes animés de l'amour de la liberté et d'être commandés par des chefs peu capables.

« Nous avons un avantage sur les Espagnols : la bêtise de leurs généraux » déclarait Gomez dès le début de la campagne.

Calixto Garcia vainqueur a repris sa marche sans obstacles. Maximo Gomez se trouve dans la province de Matanzas à la tête de 12,000 hommes bien armés et approvisionnés. Il va rejoindre Maceo.

Les communications de Weyler deviennent indécises. Avant il voulait faire la concentration de ses forces pour obliger les révolutionnaires à se concentrer aussi et couper la tête de la révolution d'un seul coup de sabre, aujourd'hui, il donne l'ordre à ses généraux de s'opposer à la concentration des forces insurgées. Il n'est plus sûr de lui.

Après plusieurs autres généraux espagnols, le général Pando quitte la place et rentre à Madrid.

La piraterie au Tonkin

Exécution de vingt-deux révoltés.
Le recrutement des indigènes.
La chasse aux pirates.
La famine

Les journaux du Tonkin, arrivés hier matin à Marseille par le *Salazie*, nous apportent les nouvelles suivantes :

Le 26 avril a eu lieu à Hué, l'exécution de 22 chefs du parti insurrectionnel sur les 50 amenés par le Khammang. L'exécution a été faite en grande pompe au milieu d'une foule considérable. Les condamnés ont été exécutés par groupes de six par six bourreaux.

Le 10, 22 et 30 avril, le commandant de Jarnowski, avec le docteur Battaiel, a procédé aux opérations de recrutement pour le compte de 3 régiments de tirailleurs tonkinois. Le recrutement a donné d'excellents résultats.

Le nombre des recrues était de 650, fournies par les provinces de Nam-Dinh et Thai-Binh.

Les jeunes soldats, exceptionnellement vigoureux, ont montré, dès le début, beaucoup de bonne volonté et de discipline.

D'excellents résultats ont été obtenus vers Hagiang par les partisans qui donnent la chasse aux petits groupes de pirates et qui, du 20 au 26 avril, ont apporté douze têtes de pirates surpris dans les forêts.

De Vinh, on signale de nouvelles soumissions.

On lit dans l'*Avenir du Tonkin* :

« Malgré la campagne de trois mois faite par la colonne Vallière, la région de Hagiang est encore inquiétée. Le poste de Cocian est fortement menacé par les bandes chinoises. Ce poste est, dit-on, sans vivres et sans eau. Des secours ont été envoyés par le colonel Vallière.

« Le commandant Becboy est rentré à Tuyen-Quan. La colonne est disloquée, mais la majeure partie des effectifs reste à Hagiang et à Bagnié.

« Le cirque de Langkum a été emporté par la colonne Becboy. Les pertes des pirates sont importantes. Ils ont abandonné leur matériel de campement. »

Chronique scientifique

HYGIENE SOCIALE

S'il est une chose prouvée et archiprouvée par les statistiques médicales, c'est bien la funeste influence exercée par la misère sur la production et l'évolution des maladies — principalement de celles qui sont dites épidémiques et contagieuses — et sur le taux de la mortalité. Qu'une épidémie vienne à gagner une région, soit urbaine soit rurale, les premières victimes appartiendront presque infailliblement à la classe pauvre. Plus la misère sera grande, plus la maladie fera de ravages.

Le nombre des personnes atteintes, le degré de gravité des cas, le chiffre de la mortalité seront toujours en raison directe de la pauvreté du sol de la race et des individus, de l'insuffisance et de la mauvaise qualité de l'alimentation, du mauvais état des rues et des habitations, du manque de soins corporels, de l'encombrement, des privations endurées, de la fréquence des excès et même de l'influence de deux causes *morales* dépressives, agissant, soit isolément, soit sur un certain nombre d'individus, soit sur la collectivité tout entière.

C'est dans les quartiers les plus pauvres des grandes villes, c'est dans les maisons les plus mal tenues dans les ruelles les plus sordides que débutent presque toujours les redoutables épidémies cholérique, typhique, variolique et diphtérique. C'est dans la classe prolétarienne, soit urbaine, soit rurale, qu'on voit surtout la scrofulose, la tuberculose et le rhumatisme exercer leurs ravages.

Les épreuves morales subies par une population toute entière augmentent considérablement (on l'a vu pendant le siège de Paris en 1870) la puissance destructive des maladies régnantes, et il n'est pas un chirurgien d'armée qui ne puisse constater que, toutes choses égales d'ailleurs, les blessures étaient dix fois plus graves chez les troupes vaincues que chez les troupes victorieuses. Quand les tristesses morales viennent s'ajouter à la misère physiologique et à la privation des choses nécessaires, la gravité de la maladie, le nombre des personnes atteintes et le taux de la mortalité se trouvent portés à leur plus haut degré. Tout le monde sait cela, et la statistique ne vient, en la circonstance, que confirmer tout bonnement cette vérité, pour ainsi dire banale, qui consiste à dire que dans la vie sociale aussi, bien que dans la vie ordinaire, ce sont les faibles qui succombent les premiers.

Mais les mêmes médecines nous apprennent des choses d'une importance infiniment supérieure. La nature intime et le mode de propagation des maladies épidémiques et contagieuses ne sont véritablement connues que depuis un très petit nombre d'années. Or, ces nouvelles découvertes tendent toutes, je n'hésite pas à le dire, à démontrer *la nécessité de la réformation à bref délai de la question sociale.* Sans des modifications radicales dans les rapports économiques existant entre les divers membres des sociétés actuelles, ces sociétés ne pourront réellement mettre sérieusement en pratique aucune des règles de l'hygiène.

Tant qu'il existera deux classes antagonistes, l'une possédante, l'autre déshéritée, malgré certaines précautions hygiéniques et antiseptiques, qui ne seront toujours que très incomplètement appliquées, les épidémies continueront leurs effroyables ravages. Tous les hygiénistes le savent, et qu'ils le disent ou non, qu'ils le veuillent ou non, ils n'en sont pas moins obligés de considérer la solution de la question sociale comme la question préliminaire nécessaire de l'installation d'une véritable hygiène collective.

Depuis plus d'un siècle la question de l'extinction du pauperisme a agité une foule d'esprits plus ou moins convaincus de l'urgence, du but à atteindre, plus ou moins sincères dans cette recherche, plus ou moins habiles dans le choix des moyens à employer. L'humanitarisme religieux, philosophique ou politique a successivement servi de levier pour effectuer ces réformes sociales, et c'était au nom des sentiments de pitié, de fraternité ou de solidarité que se faisait la propagande en faveur de l'idée nouvelle.

Puis enfin dans ces derniers temps, l'idée du droit et du sentiment moins altruiste peut-être que ne l'étaient ceux de charité ou de fraternité mais beaucoup plus précis, de justice sociale, sont venus servir de base économique aux revendications de la classe déshéritée et opprimée. Aujourd'hui, c'est le nécessaire qui, les mains pleines de vérités mille fois prouvées, irrefragables, vient de jeter dans la mêlée et faire entendre aux puissants du jour de terrifiantes menaces.

Riches, qui vous prélassez dans vos somptueuses demeures construites par la classe laborieuse et payées par les bénéfices résultant de son surtravail, vous les seuls heureux du jour dont le cœur est à jamais fermé aux souffrances de ceux qui vous servent, qui peinent pour créer et pour accroître votre bonheur et qui s'épuisent pour accumuler vos richesses ; vous qui à l'approche du danger fuyez avec un si remarquable entrain, laissant les autres se débattre : vous qui au début d'une épidémie vous diriez tranquillement hier encore, que les coups qu'elle portait n'étaient pas également distribués et que les pauvres, c'est-à-dire les faibles, étaient à peu près seuls à être frappés.

Vous qui toujours hantés par la peur de la mort cherchez des consolations relatives dans la lecture des statistiques qui vous apprennent qu'à population égale on meurt cinq fois moins dans les quartiers riches des Champs-Elysées que dans les quartiers pauvres de la Glacière, et que toutes choses égales d'ailleurs il meurt cinq fois moins de riches que de pauvres entre 30 et 90 ans, âge où le riche savoure le mieux les douceurs de la fortune, vous qui vous berciez à la pensée que la richesse, la première des conditions hygiéniques, suffisait à vous protéger contre tous ces